

Dans le débat qui s'ouvre dans le pays sur la décentralisation, la question qui se pose aux élus socialistes n'est pas de se situer pour ou contre la décentralisation mais bien d'apprécier dans quelles conditions la décentralisation sert nos valeurs et si ces conditions sont ou non remplies par le projet de la droite au pouvoir.

Le sens de notre combat, c'est la lutte contre les inégalités et le souci de l'épanouissement et de la dignité de chacun, ce qui, dans la vie du pays, doit se traduire par une démocratie vivante. Notre conviction, c'est qu'une action publique forte est nécessaire pour atteindre ces deux objectifs.

Le pari fait par les socialistes au début des années 80 est que la décentralisation renforce l'action publique parce que, menée plus près des gens, elle répond mieux à leurs besoins. La démonstration en a été faite depuis 20 ans dans un certain nombre de domaines avec toutefois des limites quand l'enchevêtrement des compétences conduit à une forme d'impuissance voire de déresponsabilisation des élus. Ce point mérite d'être amélioré.

La décentralisation sert-elle la démocratie ? Oui dans la mesure où elle reconnaît la légitimité et la responsabilité des élus du suffrage universel des différentes circonscriptions locales dans le cadre, contrôlé désormais a posteriori, des lois de la République. Oui encore quand elle ouvre les voies d'une démocratie participative qui n'a de sens que si les décisions sont prises à un échelon compatible avec celui du débat.

Mais il ne saurait être question, au nom de la démocratie et de prétendues libertés locales, de manquer à une nécessaire recherche de l'intérêt général. Les propos démagogiques utilisés par la droite (« ne laissons pas ceux d'en haut décider pour nous ») conduisent à une dérive plus profonde qui est la suivante : « ne laissons pas dire l'intérêt général sur ce qui nous concerne ». Consciemment ou inconsciemment, la décentralisation est instrumentalisée pour légitimer les dérives corporatistes et communautaristes. De cela, nous ne pouvons être cautions. Décentraliser ne peut être défaire la République.

La décentralisation sert-elle la lutte contre les inégalités ? Oui dans la mesure où elle assure une meilleure qualité d'action publique. Oui si elle contribue, même modestement, à cette nouvelle forme d'éducation populaire qu'est la démocratie participative. Nous ne devons pas négliger ces atouts.

Et pourtant, c'est bien dans le domaine de la lutte contre les inégalités que notre vigilance doit être la plus grande dans la période qui s'ouvre. Notre priorité doit être la mise en œuvre d'une péréquation massive entre les territoires pour que chaque collectivité ait les moyens de son action. A l'inverse, la revendication de l'autonomie fiscale des collectivités, portée par la droite, laisse les plus pauvres à leur pauvreté et la richesse aux plus riches.

La décentralisation n'est donc pas un objet consensuel, un choix de « bonne gouvernance », une « idée de bon sens » mais un champ politique comme un autre où projet de droite et projet de gauche, valeurs de droite et valeurs de gauche s'affrontent. Dans la période qui s'ouvre, plus que par une approche technique du dossier, c'est par rapport à cette grille de lecture que je suggère que nous nous situions.

Irène Félix
Secrétaire nationale du PS au développement local
Vice-Présidente de la FNESR